

12 décembre 2008

## Lycées et IUT varois : pas près de s'arrêter



(Photo Philippe Arnassan)

LE BILLET DE  
Philippe Bouvard



■ Alors que les étudiants de l'IUT de La Garde ont reconduit leur mouvement, de nouveaux lycéens (*ci-dessus, à Saint-Raphaël*) ont rejoint hier leurs camarades varois en grève.

PAGE 2

12 décembre 2008

**tenir ?**

« Si le ministère maintient sa position sur les IUT, il va mettre en difficulté l'ensemble des présidents des universités. »

Laroussi Oueslati, président de l'USTV

**le prix des études**

**9 500** euros par an, c'est ce que coûte à la collectivité un étudiant en IUT (contre 13 500 en BTS et 7 400 à la faculté).

**débatu au conseil municipal**

Lors du prochain conseil municipal de Toulon, le 19 décembre, la réforme de l'université et ses conséquences pour les IUT devraient être abordées. Robert Alfonsi (PS) l'a assuré aux étudiants après les avoir reçus mardi dernier.

**rendez-vous manqué**

Depuis le 5 décembre, les étudiants essaient en vain d'obtenir un entretien avec le préfet du Var. Ce dernier les renvoie vers le recteur d'académie, l'interlocuteur adéquat.

## Etudiants et lycéens varois poursuivent le bras de fer

**SOCIAL** Les élèves en IUT maintiennent la pression sur leur ministère de tutelle. Ils pourraient « s'allier » aux lycéens, même si ces derniers ont leurs propres revendications

Dix jours après le début de leur mouvement contre la réforme de Valérie Pécresse sur l'autonomie des universités, les IUT (1) ne lâchent rien. Bien au contraire. Sans parler de durcissement de la contestation, les étudiants multiplient les actions et les initiatives à l'approche des fêtes de Noël. Retour sur les « racines du mal » et les suites que les étudiants entendent donner à leur mouvement dans les prochains jours.

**Ce que craignent les étudiants**

La loi présentée par Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur, prévoit la disparition des budgets propres aux IUT. « Les budgets fléchés » dans le jargon du ministère. Les étudiants (mais nombre de leurs professeurs et directeurs partagent leur vision des choses) redoutent que cette réforme n'entraîne une baisse de moyens, et par conséquent de la qualité de leur formation.

A plus long terme, ils craignent aussi des disparités dans la reconnaissance de leur diplôme en fonction de l'IUT dans lequel ils l'auront obtenu. Ce qu'ils appellent une « perte de cadrage national du DUT ».

**Leurs peurs sont-elles justifiées ?**

Sans doute. Laroussi Oueslati, le président de l'université du Sud Toulon Var (USTV), a d'ailleurs un discours très clair sur la question de « l'unicité budgétaire » voulue par les universités. « Si le budget fléché des IUT disparaît, je serais



Les assemblées générales, destinées à décider de la poursuite du mouvement et des actions à mener, se multiplient dans les amphithéâtres de l'IUT de Toulon.

(Photo Richard Barsotti)

obligé de redistribuer de façon plus équitable les moyens financiers accordés à l'université à l'ensemble des étudiants. Mais cela reviendra à partager la pénurie. A déshabiller Paul pour habiller Jacques. »

Une solution qui n'est visiblement pas souhaitable. Réunis mardi en conférence, le président de l'USTV et les directeurs des UFR (2), des instituts et des laboratoires, ont d'ailleurs décidé de soutenir la protestation des IUT et ont adopté une motion dans laquelle ils déclarent : « Le financement des IUT, comme le financement global de l'université, doit être placé à un niveau qui permette d'assurer la qualité de toutes les formations, en te-

nant compte de la spécificité de chacun d'eux. »

**Quelle suite à ces actions ?**

Toute la journée de mercredi et d'hier, les étudiants ont multiplié les assemblées générales dans les différents amphes du campus pour décider de la poursuite ou non du mouvement. Après avoir évoqué la possible reprise des cours sous conditions (suppression des examens partiels, aménagement de l'emploi du temps pour pouvoir continuer à mener des actions...), les étudiants ont tranché : il n'y

aura pas de cours avant lundi. D'ici là, ils ont bien l'intention d'occuper le terrain. Dès hier soir, les locaux de l'IUT ont ainsi été occupés. « Une action symbolique pour montrer que l'on tient à notre IUT au point d'y passer la nuit », explique Vincent Anfossi, porte-parole des étudiants. Alors qu'au menu du jour, figurent un entretien avec le député Jean-Pierre Giran (UMP), puis un « freeze » (3) dans la galerie marchande de Grand Var.

**Quelle est la position des professeurs ?**

D'après le témoignage de Serge Nicolas, professeur à l'IUT de génie mécanique qui, hier matin, s'est retrouvé face à deux élèves sur une classe de 26, « on est à notre poste de travail, mais l'enseignement est suspendu ». Ce soutien passif démontre que la loi Pécresse n'emporte pas l'adhésion des enseignants. Une assemblée générale, en sus de celle organisée par les étudiants, doit se tenir aujourd'hui.

**Et les lycéens dans tout ça ?**

Plutôt discrets jusque-là, au contraire des établissements du centre-Var et de l'est du département (Brignoles, Saint-Maximin, Le Muy, Fréjus), les lycées de l'aire toulonnaise devraient eux aussi entrer en résistance. C'est Thomas Roller, responsable fédéral de l'Union nationale lycéenne (UNL), qui l'affirme. Les assemblées générales programmées aujourd'hui à Beaussier, Langevin, Bonaparte, Beaussier, Langevin, Bonaparte, ou encore Dumont d'Urville devraient le confirmer. S'ils ont leurs propres revendications, leurs propres mécontentements (« la suppression de postes, la surcharge des classes et une réforme pondue en à peine trois mois, sans aucune consultation »), Thomas Roller parle d'un rapprochement certain avec le porte-parole des IUT. Et d'évoquer une solidarité naturelle avec leurs aînés en ces termes : « Il est normal que les lycéens s'intéressent aux problèmes des IUT et des universités, c'est leur avenir. »

**Le mouvement est-il politisé ?**

Les leaders spontanés s'en défont. Vincent Anfossi le clame haut et fort : « Notre mouvement est apolitique, on n'appartient à aucun syndicat. » Laroussi Oueslati semble le confirmer. « Les syndicats étudiants ne sont pas très présents dans les IUT. L'Unef (4), plus présente dans les facultés, n'appartient donc pratiquement pas dans ce mouvement » explique le président de l'USTV. Indépendant, le mouvement de contestation de l'IUT a reçu hier « le soutien sans réserve » de la section de La Garde du Parti communiste français.

P.-L. P.

1. Institut universitaire de technologie, délivre un DUT (diplôme universitaire de technologie) en deux ans après le bac.

2. Unité de formation et de recherche. Une « fac » (de droit, de lettres...) dans le langage courant.

3. Un happening où les étudiants évoluent naturellement avant de figer leurs mouvements à un signal donné.

4. Union nationale des étudiants de France.

**Forte mobilisation à Saint-Raphaël et à Saint-Maximin**

Le mouvement de contestation des lycéens prend de l'ampleur dans la communauté d'agglomération de Fréjus-Saint-Raphaël. Hier matin, les lycéens de Saint-Exupéry (Saint-Raphaël), sollicités par ceux de Fréjus, à l'origine du mouvement, ont rejoint l'action engagée depuis mardi. Plusieurs centaines d'élèves de seconde, première et terminale ont bravé une pluie glaciale pour manifester hier dans les rues de la cité. Les lycéens entendent poursui-

vre leur action aujourd'hui. Dans le centre-Var, trois cents professeurs et élèves du lycée Maurice-Janetti de Saint-Maximin ont défilé hier dans les rues de la ville. A 8 heures, ils avaient organisé un blocus filtrant à l'entrée de l'établissement. Lors d'une assemblée générale organisée l'après-midi, les manifestants ont décidé de poursuivre le mouvement. Certains lycéens souhaitent poursuivre jusqu'aux vacances scolaires.